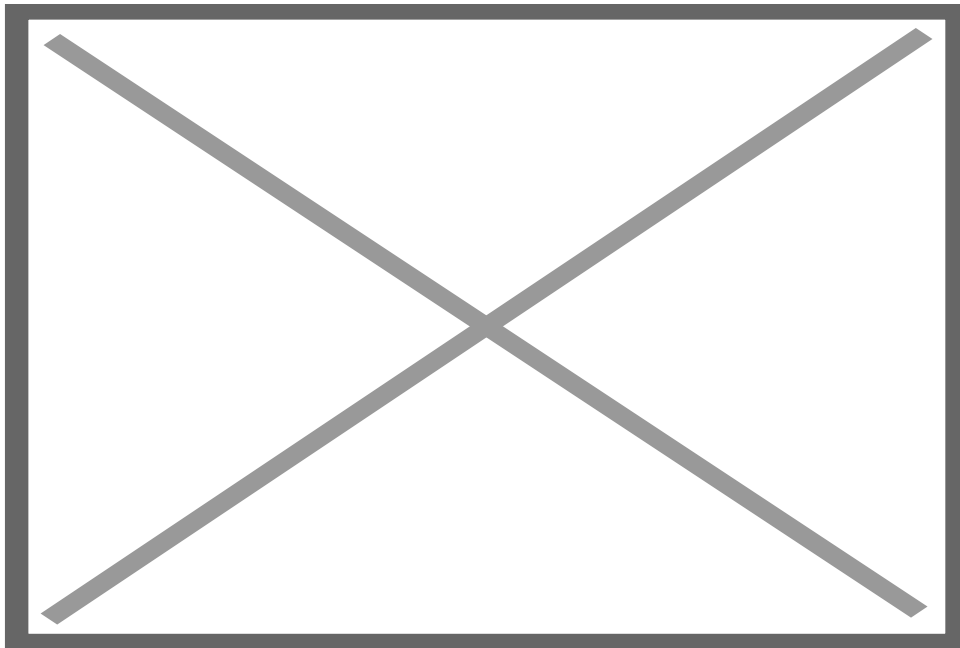


Israël transforme la culture du viol en arme contre les Palestiniens

Description

David Sheen- 31 janvier 2017



Manifestation des libéraux israéliens de Lehava à Jérusalem après que trois de ses membres aient été accusés d'une attaque contre une école mixte juivo-arabe en décembre 2014. (Oren Ziv / Active Stills)

Les législateurs du gouvernement de coalition de Benjamin Netanyahu essaient de détourner l'attention des scandales de crimes sexuels, dans lesquels sont impliqués les échelons les plus élevés de la société israélienne, en avançant de fausses allégations contre les Palestiniens et d'autres non-Juifs.

Ces derniers mois, une longue liste de hauts fonctionnaires, dont des membres du premier cercle du premier ministre Netanyahu, ont subi une enquête et, dans certains cas, reconnus coupables de crimes sexuels contre des femmes et des filles.

Mais, plutôt que de reconnaître le problème dans leurs propres rangs, les députés de droite de la Knesset, parlement d'Israël, renouvellent leurs efforts pour accuser les Palestiniens comme les principaux auteurs de ces crimes.

En décembre 2016, lors d'une réunion du comité de la Knesset pour le statut des femmes, des législateurs des partis de la coalition gouvernementale – particulièrement celui d'extrême droite Yisrael Beitenu (Israël notre Maison) – ont prétendu qu'il existait, chez les hommes et garçons palestiniens, une tendance à voir les femmes et filles juives comme des proies.

Yulia Malinovsky, représentante d'Israël Beitenu, a ouvert la réunion en affirmant que, dans le district de Jérusalem ces neuf dernières années, il y avait eu 800 cas de femmes juives israéliennes sexuellement agressées ou sexuellement harcelées par des hommes palestiniens « fondés sur des motifs nationalistes ».

« Pourquoi n'avons nous pas le droit de parler du phénomène du harcèlement sexuel par les Arabes ? Parce que ce n'est pas politiquement correct ? A demandé Malinovsky.

Son collègue de parti Oded Forer a mis en avant que tout crime sexuel « motivé par la religion ou le nationalisme est une attaque terroriste dans tous les sens du terme ».

Ces législateurs manquaient de preuves pour étayer leurs allégations. Ce fut d'autant plus clair quand Ayelet Orenstein, la tête du département de la police israélienne pour les victimes de crimes sexuels, a témoigné devant le comité de la Knesset.

Orenstein a dit au comité que, après les statistiques de la police, le nombre de crimes sexuels, dans les villes mixtes où des Juifs israéliens vivent dans le proche voisinage de citoyens palestiniens, n'avait pas augmenté ces dernières années. Au contraire, il a diminué.

Orenstein a expliqué que cette baisse concernait et les crimes sexuels en général, et spécifiquement les crimes sexuels dans lesquels l'auteur était une personne non-juive.

Les législateurs de droite commencèrent à s'agiter lorsque Orenstein n'a pas voulu corroborer leurs affirmations au sujet d'un flou de crimes sexuels de Palestiniens sur des Juifs. On lui a alors demandé d'expliquer la disparité entre ses propres déclarations et les statistiques évoquées plus haut de 800 crimes sexuels, que Malinovsky avait déclaré avec insistance provenir également de la police.

Après avoir examiné le document que lui tendait Malinovsky, Orenstein expliqua que les 800 cas évoqués comprenaient toutes les agressions commises à Jérusalem pendant les neuf dernières années, qu'elles aient été de nature sexuelle ou non.

« L'estimation grossière » d'Orenstein ? ce sont ses mots ? Était que le nombre de crimes sexuels pertinemment déclarés à Jérusalem au cours de cette période était d'environ 200 ? un quart de celui revendiqué par Malinovsky.

Ce n'était pas la première fois que les Israéliens s'efforçaient de représenter les Palestiniens comme des prédateurs sexuels ? et ce n'est vraisemblablement pas la dernière. En réalité, la réunion du comité ressemblait grandement à une autre session de la Knesset réunie exactement cinq ans plus tôt.

Augmentation effrayante ?

En décembre 2011, le comité Immigration de la Knesset a convoqué une réunion « urgente » sur « le rapt de nouveaux immigrants [juifs] par des minorités », ce dernier mot étant un euphémisme pour les citoyens palestiniens d'Israël.

Ouvrant la réunion, le législateur alors membre du Likoud Danny Danon a dit :  « Nous avons tous entendus des histoires horribles sur l augmentation effrayante du nombre de cas de jeunes femmes issues d un milieu socio-économique pauvre tout simplement enlevées [par des Palestiniens]. Tout d abord quand on m en a parlé, j ai dit :  « Que voulez-vous dire par enlevées ? Il s agit probablement d une relation amoureuse, consensuelle . Mais il s av re qu il existe des cas, dans l  tat d Isra l en 2011, de filles physiquement enlevées en plein jour,   Kiryat Malakhi,   Arad,   Beer Sheva,   Nahariya, o ¹ des minorités embarquent simplement de force des femmes dans leur voiture.  »

Alors,   nouveau, une représentante du département des victimes de crimes sexuels de la police israélienne -Rachel Greibin- a ni  l existence de ce genre de phénomène ou l augmentation des agressions dur des femmes juives par des hommes palestiniens.  « La police n a pas  t t moin de ce phénomène, le phénomène que vous avez décrit nous est inconnu  », a dit Greibin.

Devant l insistance de Danon comme quoi il avait entendu un commissaire de police non nommé déclarer que ce genre de violence sexuelle trans-culturelle était en augmentation, Greibin a répliqué :  « Nous n avons aucunes données ou accumulation de cas d enl vements.  »

Danon est maintenant ambassadeur d Isra l aux Nations Unies.

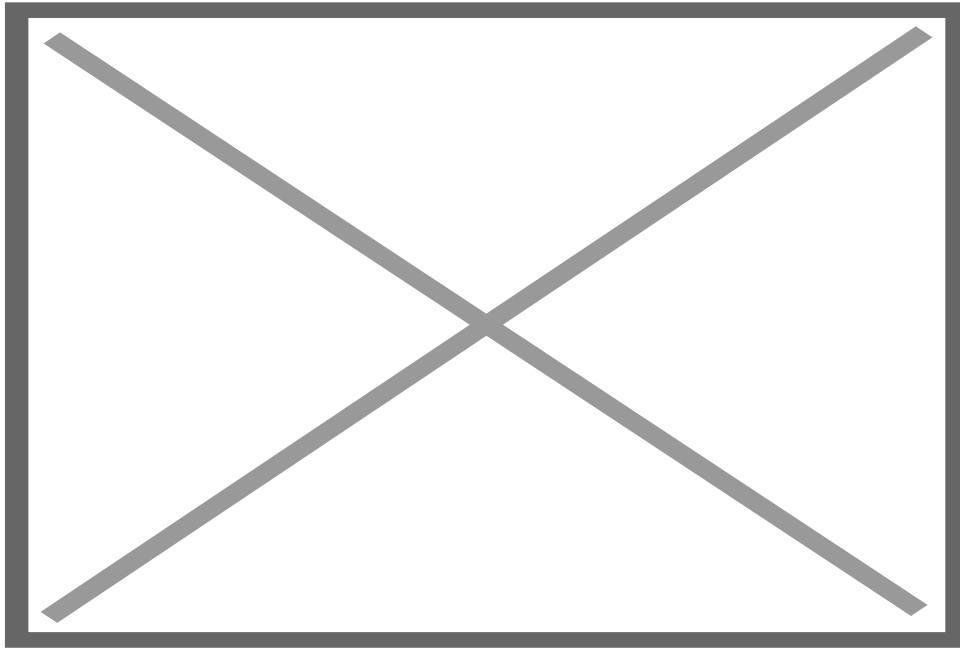
La tentative de montage pour présenter les Palestiniens comme des délinquants sexuels est une tactique privilégiée par l extr me droite israélienne. Le mouvement israélien anti-métissage fait tout pour présenter les relations amoureuses relativement rares entre Juifs et Palestiniens comme insultantes, afin de justifier la continuité d existence de ce genre d associations et leur financement.

Les minutes de la réunion du comité de la Knesset en 2011 confirment que cette séance était bourrée de membres de Yad L Achim et de Lahava, deux associations qui s opposent au mariage entre Juifs et personnes d autres religions.

Stratégie du dénigrement

De la même façon, la récente réunion du comité sur le statut des femmes a entendu des plaintes de la part de membres féminins de Im Tirtzyu, association anti-palestinienne qu un tribunal de Jérusalem a déclaré qu elle pouvait être absolument décrite comme  « fasciste  », et d Etudiants pour le Mont du Temple, association qui cherche   détruire la mosquée al-Aqsa  , Jérusalem, l un des sites les plus saints de l Islam. Anat Gopstein, militante anti-métissage et femme du chef de Lehava Bentzi Gopstein, était également dans la salle.

Sans surprise, la session de décembre s est conclue avec Malinovsky qui a proposé que le gouvernement octroie des fonds supplémentaires aux associations israéliennes anti-métissage.  « Aujourd hui, il y a un budget de 50 millions de shekels [13 millions \$] pour la guerre contre les violences faites aux femmes. Je demande aux corps concernés et   la présidence du comité qu une partie de ce financement soit assigné au traitement du problème du harcèlement sexuel sur une base nationaliste dans les villes mixtes.  »



Des Militants de droite distribuent, en octobre 2011 à Jérusalem, des tracts exhortant les Israéliens à « rejoindre Lehava dans sa guerre contre le mÃ©tissage ». (Oren Ziv / Active Stills)

Faussement accuser les Palestiniens de viol n'est pas lâ' exclusivitÃ© de lâ' extrÃªme droite israÃ©lienne. En mai, Netanyahu a lui-mÃªme faussement accusÃ© deux Palestiniens d'âavoir violÃ© une femme juive.

Peu aprÃªs, la police israÃ©lienne a rÃ©vÃ©lÃ© que ce viol n'âavait jamais existÃ©. C'Ã©tait en fait les parents de cette femme qui avaient concoctÃ© les accusations de viol lorsqu'âils avaient appris que leur fille avait eu un rendez-vous avec un Palestinien, a dit la police israÃ©lienne.

En IsraÃ©l, la stratÃ©gie de dÃ©nigrement par le viol a mÃªme Ã©tÃ© adoptÃ©e par les supÃ©macistes juifs qui essaient de contrecarrer les liaisons entre Juifs noirs et Noirs d'âune autre religion. En 2013, le journaliste israÃ©lien Danny Adino Abebe a accusÃ© publiquement des rÃ©fugiÃ©s africains d'âavoir enlevÃ© 1.000 citoyens israÃ©liens d'âorigine Ã©thiopienne. AprÃªs que le signataire de cet article ait demandÃ© qu'âAbebe fournisse des preuves de sa dÃ©claration, celui-ci a simplement retirÃ© son article d'âinternet.

Financement du fanatisme

Le gouvernement israÃ©lien continue Ã© financer des associations dont le but est clairement de mettre fin au mÃ©tissage afin de prÃ©server la puretÃ© ethnique juive.

En octobre, Or Kashti, du journal Haaretz de Tel Aviv, a fait un papier sur les associations anti-assimilation qui reÃ§oivent des financements du gouvernement israÃ©lien pour aller dans les villes Ã© population mixte de Palestinienne et Juive. Ce qu'âil fallait comprendre derriÃªre ces financements, c'Ã©tait que ceux qui en profitaient devaient essayer de susciter des problÃªmes entre Les Juifs et leurs voisins palestiniens.

Naftali Bennett, profitant de son rôle de ministre des Affaires Étrangères d'Israël, a fait la promotion de l'importance de la « famille juive » et de la « préférence à peine voilée à l'endogamie. Empêcher les relations sexuelles entre Juifs et gens d'autres religions semble être l'objectif principal d'un programme auquel le gouvernement israélien a affecté 50 millions \$ entre 2014 et fin 2017.

Le ministre des affaires de la diaspora a dépensé 500.000 \$ pour une vidéo de propagande qui déclare que le mariage met en péril le peuple juif. Cette vidéo a été programmée à la télévision israélienne en décembre.

Dans son rôle de ministre de l'Éducation, Bennett a approuvé un mouvement pour retirer un roman en hébreu intitulé Borderlife du programme universitaire en 2015 parce qu'il décrivait une relation amoureuse fictionnelle entre une Juive israélienne et un Palestinien. En décembre 2016, le ministre de l'Éducation a introduit de nouvelles règles pour faciliter à l'avenir l'interdiction de livres.

Sarcasmes

Les accusations dirigées contre les citoyens palestiniens d'Israël, lors de la récente réunion du comité pour le statut des femmes, ont soulevé la colère des représentants des Palestiniens à la Knesset. Jamal Zahalka, chef du parti Balad, a mis en avant cette réunion que les citoyens palestiniens d'Israël étaient engagés dans le combat contre les crimes sexuels.

« Dans la société arabe, comme dans la société juive, les hommes, quels qu'ils soient, qui agressent les femmes sont considérés comme la lie de la race humaine, des personnes méprisables et rejetées par la société », a dit Zahalka.

« A mon avis, les tribunaux ne sont pas assez sévères. Je veux que tout Arabe reconnu coupable non pas par des politiques, mais par les tribunaux et la police subisse tout le poids de la loi. Même plus qu'un Juif, peu importe. Nous, en tant que société, voulons cela. Organisez un vote et 99 pour cent de la société arabe vous dira : Pas cinq ans de prison, dix ans de prison. Alors, ne faisons pas de ce sujet une question sectaire. »

Zahalka a appelé les parlementaires juifs et palestiniens à arrêter de faire des agressions sexuelles une question raciale et à travailler ensemble au traitement de ce problème.

« Sur cette question, il y a un consensus », a dit Zahalka. « C'est l'une des rares questions où, à la Knesset, tout le monde est d'accord sur le fait que nous devons combattre le phénomène. Et vous venez ici pour le présenter comme si c'était un sujet de désaccord et de sarcasme ? »

En dépit des déclarations de Zahalka, certains éléments de la société israélienne ont continué à manifester une attitude dérangeante envers les crimes sexuels. Dans la semaine qui a suivi la réunion du comité sur le statut des femmes, l'ancien président et violeur reconnu coupable Moshe Katsav a été libéré de prison, bénéficiant d'une libération anticipée. Katsav a été accueilli en grande pompe dans sa ville de résidence Kiryat Malakhi.

Dans les jours qui ont suivi, la police israélienne a recommandé l'accusation de Moshe Dadon, chef d'une autorité locale dans la région de Jérusalem, pour viol et autres crimes sexuels envers plusieurs femmes.

En janvier, il est apparu qu'encore un autre haut responsable politique était mis en examen pour crimes sexuels. Amnon Cohen, député à la Knesset de 1999 à 2015, est accusé d'être corrompu par un homme d'affaires contre des faveurs sexuelles. Une femme a dit devant un tribunal de Lydda (Lod) ville proche de Tel Aviv qu'elle avait été contrainte à avoir des relations sexuelles avec Cohen, disant qu'elle avait eu « peur pour sa vie ».

Pour ces raisons et d'autres, le site d'informations libéral israélien, +972 Magazine a nommé « la femme qui s'est levée contre le harcèlement sexuel » comme sa « personne de l'année » pour 2016.

Mais si les autorités juives-israéliennes continuent à présenter les hommes palestiniens comme des prédateurs sexuels et les relations interraciales comme une trahison, simplement pour pouvoir éviter de s'attaquer à l'impunité de crimes sexuels qui sévit chez eux, cette distinction honorifique n'offrira qu'une piètre consolation.

David Sheen est un écrivain et cinéaste indépendant.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine
Source : [Electronic Intifada](#)

date créée
2017/02/13